Aperçu et discussion de quelques principaux projets et propositions de loi adoptés

LOI DU 24 JUIN 2013 MODIFIANT LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1969 RELATIVE À L’APPLICATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE AUX TITULAIRES D’UNE LICENCE DE “COUREUR CYCLISTE PROFESSIONNEL” (PAS ENCORE PUBLIÉ AU MB), DOC [53K2263](#)

Cette loi vise à améliorer la protection sociale des coureurs cyclistes professionnels. Comme il n’est pas toujours évident de récupérer les cotisations sociales obligatoires auprès des équipes étrangères, les auteurs proposent de subordonner la délivrance d’une licence de “coureur élite avec contrat” au paiement d’une garantie à concurrence des cotisations sociales dues pour la durée de la licence.

LOI DU 27 DÉCEMBRE 2012 PORTANT LE PLAN D’EMPLOI (MB DU 31 DÉCEMBRE 2012), DOC [53K2503](#)

Cette loi contient le plan emploi du gouvernement, qui repose sur cinq piliers : aider davantage de jeunes à trouver du travail, donner plus d’opportunités aux travailleurs âgés, rendre le travail plus attractif, miser sur les emplois à 4/5 et créer des emplois supplémentaires. Plusieurs mesures concrètes sont prises pour mettre en œuvre le plan : simplification du bonus à l’emploi, modifications des réductions de cotisations pour les groupes-cibles, création de places de stage supplémentaires dans les entreprises et extension du financement alternatif de la gestion générale de la sécurité sociale.

LOI DU 12 JUILLET 2013 PORTANT MODIFICATION DE LA LÉGISLATION RELATIVE À LA LUTTE CONTRE L’ÉCART SALARIAL ENTRE HOMMES ET FEMMES (MB DU 26 JUILLET 2013), DOC [53K2739](#)

La loi visant à lutter contre l’écart salarial entre hommes et femmes, qui est entrée en vigueur le 7 septembre 2012, contient des dispositions entraînant des difficultés juridiques ou pratiques. Cette loi propose d’y apporter des modifications qui, tout en respectant l’esprit de la loi, en amélioreront l’applicabilité et l’efficacité. Des modifications sont apportées au niveau interprofessionnel et sectoriel et au niveau de l’entreprise : le rapport technique du Conseil central de l’économie est complété par un chapitre afférent à l’évolution des écarts salariaux, un contrôle de la neutralité des classifications de fonctions sur le plan du genre est rendu

obligatoire, des sanctions pénales sont prévues pour les entreprises qui ne respectent pas la loi sur l’écart salarial.

LOI DU 26 JUIN 2013 MODIFIANT, EN CE QUI CONCERNE LE CONTRAT DE TRAVAIL INTÉRIMAIRE, LA LOI DU 24 JUILLET 1987 SUR LE TRAVAIL TEMPORAIRE, LE TRAVAIL INTÉRIMAIRE ET LA MISE DE TRAVAILLEURS À LA DISPOSITION D’UTILISATEURS (MB DU 16 JUILLET 2013), DOC [53K2740](#)

Les partenaires sociaux représentés au sein du Conseil National du Travail ont dégagé, après un processus de négociation de plusieurs années, un accord de principe sur la modernisation du cadre réglementaire et conventionnel en matière de travail intérimaire. Cette loi met en oeuvre cet accord, qui comporte quatre volets: l’adaptation de la réglementation en matière d’information des syndicats et de contrôle par ces derniers, la limitation des contrats journaliers successifs, la suppression par phases de la possibilité de rédiger des contrats de travail intérimaire jusqu’à 48 heures après le début des prestations, l’introduction et la réglementation d’un motif d’insertion.

LOI DU 30 JUILLET 2013 PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES (MB DU 1^{ER} AOÛT 2013), DOC [53K2891](#)

Cette loi contient en premier lieu diverses mesures dans le domaine de l’emploi, mais les groupes de la majorité ont, par le biais d’amendements, inséré d’autres dispositions concernant les allocations familiales, les médicaments et la lutte contre les structures patrimoniales privées (trusts, fondations étrangères et autres constructions juridiques) qui ont pour but la fraude et l’évasion fiscales. Cette loi contient aussi des mesures fiscales découlant du contrôle budgétaire ; parallèlement à l’augmentation d’accises et de la TVA, il y a l’instauration de la fairness tax, en vertu de laquelle les entreprises qui ne paient pratiquement pas d’impôts mais distribuent des dividendes sont soumises à une taxe spéciale, ce qui est une mesure frappante

LOI DU 18 JUILLET 2013 MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES AU STATUT DES MILITAIRES (MB DU 14 AOÛT 2013), DOC [53K2821](#)

Cette loi comporte deux volets: un volet relatif au congé de protection parentale des militaires, et un volet relatif au statut du militaire qui contracte un engagement volontaire militaire (EVMI).

Le premier volet vise à aligner le congé de protection parentale sur celui applicable aux membres du personnel de la fonction publique. Le deuxième volet vise, sur le plan du statut administratif du militaire qui effectue un engagement militaire volontaire (EVMV), à permettre l’application de certains arrêtés royaux en insérant une délégation au Roi, et à éviter également une discrimination entre le volontaire de complément qui est issu du statut EVMV et le volontaire de complément qui n’en est pas issu.

LOI DU 31 JUILLET 2013 MODIFIANT LA LOI DU 28 FEVRIER 2007 FIXANT LE STATUT DES MILITAIRES DU CADRE ACTIF DES FORCES ARMEES ET MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS RELATIVES AU STATUT DU PERSONNEL MILITAIRE (MB DU 20 SEPTEMBRE 2013), DOC [53K2879](#)

En exécution de l’accord de gouvernement du 1^{er} décembre 2011, et en vue de satisfaire les besoins de la Défense, cette loi introduit une modernisation sur le plan de la structure du personnel, de la gestion du personnel, de l’aptitude militaire, du recrutement interne et de l’accession à d’autres fonctions.

Depuis la dernière grande modification du statut des militaires, en 2007, les conditions dans lesquelles la Défense exerce ses missions ont fortement changé. L’évolution technologique et l’engagement permanent des membres du personnel de la Défense dans un environnement international place le département devant de grands défis. Par ailleurs, la société évolue également. Des études montrent par exemple que la loyauté des jeunes envers leur employeur s’est modifiée. C’est la raison pour laquelle la loi prévoit non seulement une modification du statut actuel du personnel, mais également des mesures en vue d’attirer suffisamment de jeunes sur le marché du travail à l’avenir.

LOI DU 30 AOÛT 2013 INSTITUANT LA CARRIÈRE MILITAIRE À DURÉE LIMITÉE (MB DU 4 OCTOBRE 2013), DOC [53K2878](#)

Cette loi instaure un statut militaire à durée limitée. Ce statut permettra de lier des jeunes à la Défense pour une durée pouvant aller jusqu’à 8 ans, ce qui aura un effet favorable sur la pyramide des âges. À cet égard, une attention particulière est accordée, notamment, à l’attractivité de ces carrières militaires, à la possibilité de mobilité et à la formation.

LOI DU 30 JUILLET 2013 VISANT A RENFORCER LA PROTECTION DES UTILISATEURS DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS AINSI QUE LES COMPETENCES DE L’AUTORITE DES SERVICES ET MARCHES FINANCIERS, ET PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES (I) (MB DU 30 AOÛT 2013), (DOC [53K2872](#))

LOI DU 31 JUILLET 2013 VISANT A RENFORCER LA PROTECTION DES UTILISATEURS DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS AINSI QUE LES COMPETENCES DE L’AUTORITE DES SERVICES ET MARCHES FINANCIERS, ET PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES (II) (MB DU 30 AOÛT 2013) (DOC [53K2873](#))

L’architecture de contrôle du secteur financier belge a évolué d’un modèle de contrôle intégré vers un modèle bipolaire (dit “*Twin Peaks*”). Dans ce modèle, la Banque Nationale de Belgique exerce le contrôle visant à préserver la stabilité macro- et microéconomique du système financier, tandis que l’Autorité des services et marchés financiers (FSMA) exerce la surveillance des marchés et le contrôle du respect des règles de conduite que les intermédiaires financiers sont tenus d’appliquer afin d’assurer le traitement honnête, équitable et professionnel de leurs clients..

Ce modèle a été instauré par la loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses, et par l’arrêté royal du 3 mars 2011 mettant en œuvre l’évolution des structures de contrôle du secteur financier.

La première loi porte sur le volet du contrôle qui relève des compétences de la FSMA. En vue de protéger les utilisateurs de produits et services financiers, la FSMA a été dotée des pouvoirs nécessaires pour exercer ce contrôle le plus efficacement possible.

En outre, la loi contient plusieurs dispositions dont l’objet est de contribuer à accroître la cohérence transversale des règles visant à assurer la protection des utilisateurs de produits et services financiers.

Les dispositions principales de la seconde loi remplacent l’ancien régime de l’action en cessation, prévu dans la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, par un nouveau régime, dont les dispositions sont introduites dans le chapitre V de la loi du 2 août 2002.

Les nouvelles règles relatives à l’action en cessation s’inspirent, dans une large mesure, des règles actuelles prévues dans la loi du 4 décembre 1990, mais sont complétées et adaptées selon les règles concernant l’action en cessation contenues dans la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur ainsi que dans la loi du 6 avril

2010 concernant le règlement de certaines procédures dans le cadre de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.

LOI DU 3 AVRIL 2013 PORTANT INSERTION DU LIVRE IV "PROTECTION DE LA CONCURRENCE" ET DU LIVRE V "LA CONCURRENCE ET LES ÉVOLUTIONS DE PRIX" DANS LE CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE ET PORTANT INSERTION DES DÉFINITIONS PROPRES AU LIVRE IV ET AU LIVRE V ET DES DISPOSITIONS D'APPLICATION DE LA LOI PROPRES AU LIVRE IV ET AU LIVRE V, DANS LE LIVRE I^{ER} DU CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE (MB DU 26 AVRIL 2013), (DOC [53K2591](#))

LOI DU 3 AVRIL 2013 PORTANT INSERTION DES DISPOSITIONS RÉGLANT DES MATIÈRES VISÉES À L'ARTICLE 77 DE LA CONSTITUTION, DANS LE LIVRE IV "PROTECTION DE LA CONCURRENCE" ET LE LIVRE V "LA CONCURRENCE ET LES ÉVOLUTIONS DE PRIX" DU CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE (MB DU 26 AVRIL 2013), (DOC [53K2592](#))

Ces lois adaptent les règles de concurrence générales.

L'Autorité belge de la Concurrence est réformée, mais la séparation entre les pouvoirs d'instruction et de décision est maintenue. La structure est simplifiée, avec un président de l'institution qui présidera le collège de décision, siégeant avec deux experts indépendants. Les instructions seront dirigées par l'auditeur général et l'auditorat est réorganisé.

La loi instaure des modifications de procédure, qui concernent les mesures provisoires, mais également les sanctions à l'égard des personnes physiques.

Les procédures d'infraction pourront être accélérées et la procédure prévue pour prendre des décisions administratives est assouplie.

Lorsque l'Observatoire des Prix constate des problèmes en matière de prix ou de marges, l'Autorité de la concurrence peut prendre des mesures provisoires d'une durée maximale de 6 mois.

LOI DU 21 DÉCEMBRE 2012 PORTANT MODIFICATIONS DE L'ARRETE ROYAL DU 30 JANVIER 1997 RELATIF AU REGIME DE PENSION DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS EN APPLICATION DES ARTICLES 15 ET 27 DE LA LOI DU 26 JUILLET 1996 PORTANT MODERNISATION DE LA SECURITE SOCIALE ET ASSURANT LA VIABILITE DES REGIMES LEGAUX DES PENSIONS ET DE L'ARTICLE 3, § 1ER, 4°, DE LA LOI DU 26 JUILLET 1996 VISANT A REALISER LES CONDITIONS BUDGETAIRES DE LA PARTICIPATION DE LA BELGIQUE A L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE EUROPEENNE ET PORTANT FIXATION D'UNE MESURE TRANSITOIRE RELATIVE A LA REFORME DE LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPEE DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS (MB DU 25 FÉVRIER 2013), (DOC [53K2418](#))

Dans le cadre de la réforme des pensions, le nombre d’années de carrière s’appliquant aux travailleurs indépendants est réduit, par analogie avec le régime prévu pour les travailleurs salariés. Ainsi, les indépendants âgés de 57 à 61 ans et qui justifient d’une carrière de 32 années civiles au 31 décembre 2012 au plus tard, devront tout au plus reporter la prise de leur pension de retraite anticipée de 2 ans à partir du 1^{er} janvier 2013.

LOI DU 13 DÉCEMBRE 2012 PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES ET FINANCIERES (MB DU 20 DÉCEMBRE 2012), DOC [53K2458](#)

Les mesures fiscales et financières contenues dans la loi du 13 décembre 2012 découlent des accords budgétaires fixés dans l’accord de gouvernement du 1^{er} décembre 2011. Les réformes concernent les personnes physiques, les personnes morales et les non-résidents. En matière d’impôt des personnes physiques, certaines dépenses déductibles sont notamment transformées en réductions d’impôt (taux de 45 % et 30 %). Ces simplifications fiscales s’inscrivent dans le cadre de la préparation du nouveau mécanisme de financement des Régions et des Communautés. La loi reprend enfin un certain nombre de dispositions relatives au fonctionnement de la FSMA, de la Caisse nationale des Calamités et de Fedorest.

LOI-PROGRAMME DU 27 DÉCEMBRE 2012 (MB DU 31 DÉCEMBRE 2012), DOC [53K2561](#)

Avec la loi-programme du 27 décembre 2012, le gouvernement exécute l’accord du 20 novembre 2012 relatif au budget pour l’année budgétaire 2013. En matière de réformes financières et fiscales, la loi-programme instaure un précompte mobilier libératoire de 25 %, avec un régime transitoire pour l’année de revenus 2012. Elle instaure également une obligation de déclaration pour les contrats d’assurance-vie souscrits à l’étranger et porte la taxe sur les contrats d’assurance-vie à 2 %.

LOI DU 17 JUIN 2013 PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES ET FINANCIERES ET DES DISPOSITIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE (MB DU 28 JUIN 2013), DOC [53K2756](#)

Les mesures fiscales contenues dans la loi du 17 juin 2013 sont la conséquence du plan de relance économique de 2012 du gouvernement fédéral. Les PME obtiennent de plus grands

avantages fiscaux en ce qui concerne les frais engagés pour la recherche et l’innovation, tandis que le pouvoir d’achat des travailleurs à bas salaire est renforcé. Les autres réformes fiscales comportent notamment une révision du *Tax Shelter*, de la cotisation distincte de 309 % et de la déduction des intérêts notionnels. Cette loi doit également rendre définitivement possible la création du point de contact central pour le secret bancaire. Enfin, dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale, la loi sanctionne la « fraude fiscale grave, organisée ou non ».

LOI DU 15 JUILLET 2013 PORTANT DES DISPOSITIONS URGENTES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE (MB DU 19 JUILLET 2013), DOC [53K2763](#)

La loi du 15 juillet 2013 met en oeuvre les recommandations de la commission d’enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale (DOC 52 34/004) et du Collège pour la Lutte contre la Fraude fiscale et sociale. La limitation à 5000 euros pour les paiements en espèces est étendue. En outre, l’échange d’informations entre le fisc, le Service d’Information et de Recherche Social (SIRS) et la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF) est rendu plus efficace.

LOI DU 11 JUILLET 2013 MODIFIANT LE SYSTÈME DE RÉGULARISATION FISCALE ET INSTAURANT UNE RÉGULARISATION SOCIALE (MB DU 12 JUILLET 2013), DOC [53K2874](#)

La loi du 11 juillet 2013 met définitivement fin, le 31 décembre 2013, à la procédure de régularisation permanente pour les impôts éludés, qui avait été instaurée en 2005. En même temps, le champ d’application de la procédure est étendu pour la période restante et les taux utilisés sont augmentés.

LOI DU 29 JANVIER 2013 MODIFIANT LA LOI DU 21 MARS 1991 PORTANT RÉFORME DE CERTAINES ENTREPRISES PUBLIQUES ÉCONOMIQUES ET LA LOI DU 19 AVRIL 2002 RELATIVE À LA RATIONALISATION DU FONCTIONNEMENT ET DE LA GESTION DE LA LOTERIE NATIONALE (MB DU 22 FÉVRIER 2013), DOC [53K0835](#)

Cette loi poursuit un double objectif : permettre un débat parlementaire sur la manière dont les entreprises publiques autonomes remplissent leurs missions de service public; et favoriser

l’émergence de recommandations issues du Parlement avant que ne se négocient les contrats de gestion conclus entre ces entreprises et l’État fédéral.

LOI DU 30 AOÛT 2013 RELATIVE À LA RÉFORME DES CHEMINS DE FER BELGES (MB DU 13 SEPTEMBRE 2013), DOC [53K2893](#)

Cette loi établit les principes fondamentaux de la réforme de la structure du groupe SNCB et laisse au Roi le pouvoir de déterminer, conformément à ces principes, l’ensemble des mesures les plus opportunes pour mettre en œuvre la réforme fixée dans l’accord de gouvernement du 1er décembre 2011. Le gouvernement s’était fixé l’objectif de procéder à une réforme des structures et à une simplification organisationnelle du groupe SNCB, par le biais de la diminution du nombre d’entités, afin de mieux répondre aux besoins des voyageurs et d’assurer une gestion plus cohérente tout en réalisant des économies d’échelle et tout en gardant le statut du cheminot dans le périmètre de la Commission Paritaire Nationale.

Dans ce modèle, la structure actuelle, constituée de trois entreprises publiques autonomes au sens de la loi du 21 mars 1991, est transformée en une structure constituée de deux entreprises publiques autonomes, l’entreprise ferroviaire d’une part et le gestionnaire de l’infrastructure d’autre part. Cette structure s’inscrit dans la lignée de la réglementation ferroviaire européenne. En outre, grâce à la création de HR Rail, la réforme conservera l’unicité de la concertation sociale au sein de la Commission Paritaire Nationale et le statut unique du cheminot. Dans le modèle à deux envisagé par la réforme, l’entreprise publique autonome opérateur ferroviaire constituera, après la réforme, le point de contact unique pour sa clientèle, c’est-à-dire ayant un lien “Business To Customer”, alors que le gestionnaire de l’infrastructure se concentrera sur l’optimisation de la capacité ferroviaire et de la circulation des trains, c’est-à-dire ayant un lien “Business To Business”.

LOI DU 30 AOÛT 2013 PORTANT LE CODE FERROVIAIRE (PAS ENCORE PUBLIÉE AU MB), DOC [53K2855](#)

Cette loi vise à codifier les lois suivantes:

- la loi du 4 décembre 2006 relative à l’utilisation de l’infrastructure ferroviaire;
- la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d’exploitation ferroviaire;

- la loi du 26 janvier 2010 relative à l’interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté européenne.

L’objectif général de la loi consiste à créer un ensemble législatif cohérent caractérisé par une lisibilité accrue. En effet, les trois lois concernées contiennent notamment bon nombre de références croisées qui peuvent rendre fastidieuse la compréhension de la législation ferroviaire. En outre, certaines modifications substantielles doivent être mises en place au sein de ces législations ferroviaires afin de permettre à la Belgique d’être parfaitement en conformité avec ses obligations européennes. Un nouvel entrant pourra ainsi plus facilement se mettre en conformité, ce qui favorise in fine la concurrence.

LOI DU 30 JUILLET 2013 PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 2, 126 ET 145 DE LA LOI DU 13 JUIN 2005 RELATIVE AUX COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET DE L’ARTICLE 90DECIES DU CODE D’INSTRUCTION CRIMINELLE (MB DU 23 AOÛT 2013), DOC [53K2921](#)

La loi a pour objet de transposer partiellement la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE, dite directive “conservation des données” et l’article 15.1 de la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (dite “directive vie privée et communications électroniques”).

Cette loi modifie la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques afin:

- de préciser la définition de l’opérateur afin d’englober, non pas uniquement les personnes ayant introduit effectivement une notification auprès de l’IBPT, mais toutes celles qui devraient le faire;
- d’indiquer les catégories d’opérateurs (fixe, mobile et Internet) tenus de conserver des données;
- de fixer la durée de la conservation à douze mois, tandis que la loi relative aux communications électroniques prescrit que cette durée ne peut être inférieure à douze mois, ni dépasser trente-six mois;

- de préciser que les opérateurs ne doivent conserver que les données qu’ils ont eux-mêmes traitées;
- de transmettre chaque année des données statistiques au Parlement;
- de prévoir un rapport d’évaluation après deux ans et de le soumettre à l’examen du Parlement, et pour le cas échéant réorienter la loi.

LOI DU 17 AOÛT 2013 PORTANT CRÉATION DU CADRE POUR LE DÉPLOIEMENT DE SYSTÈMES DE TRANSPORT INTELLIGENTS ET MODIFIANT LA LOI DU 10 AVRIL 1990 RÉGLEMENTANT LA SÉCURITÉ PRIVÉE ET PARTICULIÈRE (MB DU 19 SEPTEMBRE 2013), DOC [53K2943](#)

Cette loi transpose la Directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d’interfaces avec d’autres modes de transport.

La loi assure aussi l’exécution du Règlement délégué (UE) n° 305 / 2013 de la Commission du 26 novembre 2012 complétant la Directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la mise à disposition harmonisée d’un service d’appel d’urgence (eCall) interopérable dans toute l’Union européenne et la Recommandation 2011/750/UE de la Commission du 8 septembre 2011 sur le soutien à un service “eCall” à l’échelle de l’UE dans les réseaux de communications électroniques en vue de la transmission d’appels d’urgence embarqués fondés sur le numéro 112 (appels “eCall”). Le but est d’imposer à terme aux constructeurs la mise en place dans les véhicules d’un système automatique d’appel des services d’urgence, raccourcissant considérablement la délai d’intervention et assurant in fine une plus grande sécurité routière.

LOI DU 16 JANVIER 2013 PORTANT DIVERSES MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LA PIRATERIE MARITIME (MB DU 30 JANVIER 2013), DOC [53K2509](#)

La loi du 16 janvier 2013 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime complètent l’ensemble de mesures visant à lutter contre la piraterie maritime. Dans la mesure où le recours à des équipes militaires belges de protection à bord des navires se heurte à des difficultés de nature tant logistique que financière, ces lois créent un cadre légal afin de permettre aux armateurs de navires battant pavillon belge de faire appel à des entreprises de

sécurité maritime, autorisées par l’État belge à protéger les navires présents dans certaines zones déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. La surveillance armée est en principe censée être de nature préventive, le recours graduel à la violence faisant l’objet d’un règlement strict. La loi impose aux entreprises concernées l’obligation de respecter la législation étrangère dans le cadre de ses missions (en ce qui concerne par exemple, l’utilisation d’armes). La loi définit clairement les responsabilités respectives de l’équipe de sécurité maritime et du capitaine. La loi cessera d’être en vigueur le 31 décembre 2014. Le Roi pourra néanmoins, après évaluation, fixer une fin de vigueur ultérieure par arrêté royal, lequel devra faire l’objet d’une confirmation législative.

- LOI DU 8 MAI 2013 MODIFIANT LA LOI DU 15 DÉCEMBRE 1980 SUR L'ACCÈS AU TERRITOIRE, LE SÉJOUR, L'ÉTABLISSEMENT ET L'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS, LA LOI DU 12 JANVIER 2007 SUR L'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE ET DE CERTAINES AUTRES CATÉGORIES D'ÉTRANGERS ET LA LOI DU 8 JUILLET 1976 ORGANIQUE DES CENTRES PUBLICS D'ACTION SOCIALE (MB DU 22 AOÛT 2013), DOC [53K2555](#)
- LOI DU 8 MAI 2013 MODIFIANT LA LOI DU 15 DÉCEMBRE 1980 SUR L'ACCÈS AU TERRITOIRE, LE SÉJOUR, L'ÉTABLISSEMENT ET L'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS, ET MODIFIANT LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 2006 PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES II (MB DU 22 AOÛT 2013), DOC [53K2556](#)

Ces deux projets de loi contiennent des dispositions relatives à la procédure d’asile.

Un premier aspect concerne l’instauration d’un filtre pour le traitement des demandes multiples. La recevabilité de toute nouvelle demande sera désormais examinée par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), et non plus l’Office des étrangers (OE).

Ces projets tendent par ailleurs à optimiser les procédures, à homogénéiser les délais, à réduire les charges administratives et à favoriser le recours à la procédure de travail électronique.

Enfin, les textes transposent, en droit belge, les directives européennes suivantes :

- la directive 2005/85/CE du Conseil du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d’octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres
- la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des

pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d’une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte)

- et la directive 2003/9/ CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l’accueil des demandeurs d’asile dans les États membres

LOI DU 24 JUIN 2013 RELATIVE AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES (MB DU 1 ^{ER} JUILLET 2013), DOC 53K2712

Cette loi modernise et clarifier la réglementation relative aux sanctions administratives communales qui fera désormais l’objet d’une loi autonome.

La liste des infractions mixtes, c’est-à-dire les infractions pouvant faire l’objet d’une sanction administrative communale, est désormais élargie et comprend notamment les infractions relatives à l’arrêt et au stationnement. En ce qui concerne les infractions mixtes, le conseil communal pourra établir un protocole d’accord général avec le parquet qui définira les modalités concrètes de la procédure.

La nouvelle loi augmente le montant de l’amende administrative à 350 euros maximum pour les majeurs et à 175 euros maximum pour les mineurs et prévoit des mesures alternatives à l’amende, à savoir la prestation citoyenne qui consiste en une formation ou la fourniture d’une prestation non rémunérée sous la surveillance de la commune ou d’une personne morale compétente.

La loi renforce en outre les compétences de police administrative du bourgmestre qui pourra, en cas de trouble à l’ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, décider d’une interdiction temporaire de lieu(x) clairement délimité(s) d’un mois, renouvelable deux fois à l’égard du ou des auteurs de ces comportements.

La loi abaisse en outre l’âge à partir duquel une sanction administrative peut être prévue (14 ans au lieu de 16). Dans le cas où la commune décide de faire usage de cette faculté, elle devra toutefois respecter une procédure spécifique privilégiant une approche plus pédagogique que répressive et impliquant nécessairement une offre de médiation. Elle devra également informer de manière générale, et par les moyens de communication de son choix, les mineurs

de plus de 14 ans de la commune et leurs parents ou tuteurs des infractions punissables par les sanctions administratives et des différentes sanctions administratives. La loi impose aux communes de suivre, dans ces cas, un mécanisme d’implication parentale qui - si il donne des résultats satisfaisants - permettra de clôturer la procédure.

Enfin la loi énonce également des règles d’encadrement du fichier des sanctions administratives permettant aux communes d’élaborer une politique de prévention de la criminalité et d’assurer la protection des données et de la vie privée.

LOI DU 17 AOÛT 2013 ADAPTANT LA LOI DU 15 FÉVRIER 1993 CRÉANT UN CENTRE POUR L’ÉGALITÉ DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME EN VUE DE LE TRANSFORMER EN UN CENTRE FÉDÉRAL POUR L’ANALYSE DES FLUX MIGRATOIRES, LA PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX DES ÉTRANGERS ET LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS (PAS ENCORE PUBLIÉE AU MB),
DOC [53K2859](#)

Ce projet de loi résulte de la conclusion d’un accord de coopération entre l’État fédéral et les entités fédérées visant à instituer un Centre interfédéral pour l’Égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations. Ce Centre interfédéral aura pour mission de lutter contre la discrimination et le racisme et reprendra donc la majorité des missions de l’actuel Centre pour l’égalité des chances. Ce dernier était toutefois également chargé de veiller au respect des droits fondamentaux des étrangers, d’analyser les flux migratoires et de lutter contre la traite des êtres humains.

Afin d’assurer la continuité de ces missions, le Conseil des ministres du 18 juillet 2012 a décidé de confier ces missions à un Centre fédéral. L’objet du présent projet de loi tend à concrétiser cette intention en adaptant la loi du 15 février 1993 relative au Centre pour l’égalité des chances et la lutte contre le racisme en vue de transformer ce dernier en un Centre pour l’analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains. Ce Centre disposera de la personnalité juridique et exercera ses missions en toute indépendance, dans un esprit de dialogue et de concertation.

Il pourra notamment aider, toute personne sollicitant une consultation sur l’étendue de ses droits et obligations, et recevoir des plaintes, les traiter et accomplir toute mission de médiation qu’il jugera utile.

Il sera par ailleurs habilité à ester en justice dans tous les litiges résultant notamment de l’application de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite et du trafic des êtres humains.

LOI DU 15 SEPTEMBRE 2013 RELATIVE À LA DÉNONCIATION D'UNE ATTEINTE SUSPECTÉE À L'INTÉGRITÉ AU SEIN D'UNE AUTORITÉ ADMINISTRATIVE FÉDÉRALE PAR UN MEMBRE DE SON PERSONNEL (MB DU 4 OCTOBRE 2013), DOC [53K2802](#)

Le projet de loi met en place une procédure de dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel. Sont concernés par ce dispositif, les membres du personnel des autorités administratives fédérales, telles que visées à l'article 14, § 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Ce système de dénonciation disposera d'une « composante interne » à savoir une personne de confiance d'intégrité chargée de réceptionner au sein de son administration les éventuelles dénonciations et d'une composante externe sous la forme d'un point de contact central institué auprès des médiateurs fédéraux.

Le membre du personnel concerné doit, avant de procéder à une dénonciation formelle, demander un avis préalable à l'instance auprès de laquelle il a choisi de faire la dénonciation.

Lorsque l'avis préalable est favorable, le membre du personnel pourra confirmer la dénonciation, de manière confidentielle ou publique, auprès des médiateurs fédéraux qui ouvriront l'enquête. Ils pourront y associer tout membre du personnel qu'ils jugent utile. Cette enquête fait l'objet d'un rapport écrit dans lequel les médiateurs fédéraux énoncent leur appréciation ainsi que les mesures qu'ils recommandent.

Si l'atteinte à l'intégrité est effectivement établie, mais qu'il n'existe pas suffisamment d'éléments disponibles pour conclure qu'il s'agit d'un crime ou d'un délit, le rapport écrit est transmis au responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale où a eu lieu l'atteinte suspectée à l'intégrité. Si celui-ci est partie prenante, le rapport écrit est transmis au ministre compétent.

Le projet de loi prévoit un mécanisme de protection (temporaire) pour les fonctionnaires qui suivent la procédure de dénonciation ou qui assistent les médiateurs dans leurs enquête, afin d’éviter qu’ils ne subissent des conséquences préjudiciables à titre de représailles. Cette protection est accordée de plein droit et continue à courir pendant deux ans au moins après la clôture de l’enquête. Le fardeau de la preuve d’une mesure préjudiciable prise à l’encontre de l’agent dénonciateur incombe à l’autorité qui doit prouver qu’il n’y a pas eu de mesure ou de menaces de mesure. Le projet prévoit par ailleurs que s’il s’avère que le membre du personnel protégé abuse de sa protection, il pourra également faire l’objet d’une mesure disciplinaire. Il en est de même lorsqu’il apparaît que le fonctionnaire qui aura entrepris une dénonciation savait pertinemment que cette dénonciation était fausse ou erronée.

LOI DU 4 DÉCEMBRE 2012 MODIFIANT LE CODE DE LA NATIONALITÉ BELGE AFIN DE RENDRE L’ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ BELGE NEUTRE DU POINT DE VUE DE L’IMMIGRATION (MB DU 14 DÉCEMBRE 2012), DOC [53K476](#)

Cette loi ramène à cinq le nombre de procédures en vue de l’obtention de la nationalité belge et modifie certaines des conditions auxquelles le candidat à la nationalité belge doit satisfaire. Les principales modifications concernent l’instauration de l’obligation, pour l’étranger, de prouver son intégration sociale (notamment la connaissance d’une langue nationale) et, dans certains cas, sa participation économique (par exemple avoir travaillé) ainsi que l’instauration d’un droit d’enregistrement. La loi prévoit également de nouvelles conditions pour l’obtention de la naturalisation, qui redevient ainsi « une faveur accordée par le législateur ». Enfin, une liste d’infractions est insérée dans le Code de la nationalité belge, liste qui permettra au juge, en cas de condamnation, de déchoir l’intéressé de la nationalité belge.

LOI DU 23 MAI 2013 MODIFIANT L’ARTICLE 2244 DU CODE CIVIL POUR ATTRIBUER UN EFFET INTERRUPTIF DE LA PRESCRIPTION À LA LETTRE DE MISE EN DEMEURE DE L’AVOCAT, DE L’HUISSIER DE JUSTICE OU DE LA PERSONNE POUVANT ESTER EN JUSTICE EN VERTU DE L’ARTICLE 728, § 3, DU CODE JUDICIAIRE (MB DU 1^{ER} JUILLET 2013), DOC [53K2386](#)

Cette loi modifie l’article 2244 du Code civil en y ajoutant un motif d’interruption civile de la prescription. Le délai de prescription peut désormais également être interrompu par une mise

en demeure sous la forme d’ une lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par l’une des personnes énumérées à l’article 2244, § 2, personnes étant considérées comme étant qualifiées pour effectuer cette démarche (les avocats, par exemple). La nouvelle disposition fixe également les conditions auxquelles l’envoi recommandé doit satisfaire.

LOI DU 11 JUILLET 2013 MODIFIANT LE CODE CIVIL EN CE QUI CONCERNE LES SÛRETÉS RÉELLES MOBILIÈRES ET ABROGEANT DIVERSES DISPOSITIONS EN CETTE MATIÈRE, DOC [53K2463](#)

LOI DU 24 JUIN 2013 RÉGLANT DES MATIÈRES VISÉES À L’ARTICLE 77 DE LA CONSTITUTION EN MATIÈRE DE SÛRETÉS RÉELLES MOBILIÈRES (MB DU 2 AOÛT 2013), DOC [53K2464](#)

Ces lois visent à réformer le système actuel des sûretés réelles mobilières en vue de l’adapter à la réalité économique. En premier lieu, elles prévoient la possibilité de constituer un gage sans dépossession, dont la publicité est assurée par une inscription dans un nouveau registre des gages. En outre, la procédure de réalisation du gage est simplifiée, du fait que l’obtention préalable d’un titre exécutoire n’est plus nécessaire. Enfin, des dispositions nouvelles relatives au droit de rétention ainsi qu’à la réserve de propriété sont instaurées.

LOI DU 17 MARS 2013 MODIFIANT L’ARTICLE 344 DU CODE D’INSTRUCTION (MB DU 19 MARS 2013), DOC [53K2603](#)

LOI DU 17 MARS 2013 MODIFIANT LE CODE D’INSTRUCTION CRIMINELLE ET MODIFIANT LA LOI DU 17 MAI 2006 RELATIVE AU STATUT JURIDIQUE EXTERNE DES PERSONNES CONDAMNÉES À UNE PEINE PRIVATIVE DE LIBERTÉ ET AUX DROITS RECONNUS À LA VICTIME DANS LE CADRE DES MODALITÉS D’EXÉCUTION DE LA PEINE (MB DU 19 MARS 2013), DOC [53K2604](#)

Ces lois augmentent d’une part la partie de la peine privative de liberté que les personnes condamnées à une lourde peine et les récidivistes doivent avoir purgée pour entrer en ligne de compte pour une libération conditionnelle ou une mise en liberté provisoire en vue de l’éloignement du territoire ou de la remise.

D’autre part, ces lois modifient la procédure devant le tribunal de l’application des peines dans les cas où il doit décider si des personnes auxquelles une lourde peine privative de liberté a été infligée peuvent être libérées anticipativement. Cette procédure sera désormais lancée après une demande écrite du condamné.

Enfin, ces lois élargissent la composition du tribunal de l’application des peines lorsque celui-ci statue sur certaines catégories de condamnés.

LOI DU 1^{ER} JUILLET 2013 MODIFIANT CERTAINS ARTICLES DE LA LOI DE PRINCIPES DU 12 JANVIER 2005 CONCERNANT L’ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE AINSI QUE LE STATUT JURIDIQUE DES DÉTENUS (MB DU 6 SEPTEMBRE 2013), DOC [53K2744](#)

Cette loi modifie la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l’administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus. Les principales modifications sont :

- meilleure définition du caractère du travail pénitentiaire;
- l’instauration d’une base légale qui donne la possibilité à l’administration pénitentiaire de récupérer les dommages causés par le détenu sur les sommes qu’elle doit au détenu;
- l’extension des cas dans lesquels une fouille à corps peut être effectuée;
- l’élargissement du champ d’application des règles disciplinaires en introduisant de nouvelles infractions disciplinaires et en renforçant la sanction disciplinaire en cas de prise d’otage;
- la simplification de la procédure disciplinaire en abrogeant un certain nombre de règles qui n’ont pas de valeur ajoutée dans la pratique.

LOI DU 24 JUIN 2013 MODIFIANT LA LOI DU 27 JUIN 1921 SUR LES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF, LES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES SANS BUT LUCRATIF ET LES FONDATIONS EN CE QUI CONCERNE LA CONVOCATION DE L’ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (MB DU 10 JUILLET 2013), DOC [53K0338](#)

Sur la base de l’actuel article 5 de la loi sur les ASBL, l’assemblée générale est convoquée par le conseil d’administration dans les cas prévus par la loi ou les statuts ou lorsqu’un cinquième au moins des membres en fait la demande. Or, en ce qui concerne le dernier cas visé, il n’est prévu aucune obligation de convocation endéans un laps de temps précis, ce qui nuit à l’efficacité de la disposition en question. Pour remédier à cette situation, l’article 5 est complété par une disposition inspirée du Code des sociétés prévoyant que dans ce dernier cas, à défaut de dispositions statutaires, le conseil d’administration convoque l’assemblée générale dans les vingt et un jours de la demande de convocation. L’assemblée générale se tient au plus tard le quarantième jour suivant cette demande.

LOI DU 27 MAI 2013 MODIFIANT DIVERSES LEGISLATIONS EN MATIERE DE CONTINUITÉ D’ENTREPRISES (MB DU 22 JUILLET 2013), DOC [53K2692](#)

Projet non évoqué - Sénat

Cette loi a pour objectif non pas de réaliser une réforme profonde des règles en matière de réorganisation judiciaire, dès lors que la pratique est trop brève, mais d’apporter des ajustements et améliorations ponctuelles là où c’est nécessaire afin de rendre la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises plus efficace.

De manière plus spécifique, la loi a pour but de :

- préciser certains concepts;
- étendre le champ d’application de la loi aux agriculteurs afin de ne pas créer une discrimination entre les sociétés agricoles et les agriculteurs;
- préciser certaines règles procédurales;
- améliorer la prévention et la détection des entreprises en difficulté;
- améliorer l’accès au dossier en permettant la création d’un dossier électronique, assurant ainsi une meilleure information des créanciers;
- renforcer le rôle des professionnels du chiffre;
- tenter de mettre fin aux abus, notamment aux demandes intempestives, et améliorer la protection des créanciers, y compris les travailleurs;
- étendre le système de décharge aux conjoint, ex-conjoint, etc., comme prévu par la loi sur les faillites.

LOI DU 15 JUILLET 2013 PORTANT DES DISPOSITIONS URGENTES EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE (MB DU 19 JUILLET 2013), DOC [53K2763](#)

L’article 2 de la loi adapte la définition de la fraude fiscale grave en droit belge afin de la mettre en conformité avec les nouvelles recommandations du Groupe d’Action Financière (GAFI). Il convient dès lors de modifier en ce sens les diverses dispositions du Code des sociétés qui font référence à cette notion de fraude fiscale grave, à savoir les articles 265, 409, 530, 921 et 986 dudit Code. C’est désormais la notion de « fraude fiscale grave, organisée ou non » qui est utilisée. Tel est l’objet de l’article 7 du projet.

LOI DU 18 JUILLET 2013 PORTANT ASSENTIMENT AU TRAITÉ SUR LA STABILITÉ, LA COORDINATION ET LA GOUVERNANCE AU SEIN DE L’UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE, LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE, LE ROYAUME DE DANEMARK, LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D’ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE D’ESTONIE, L’IRLANDE, LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, LE ROYAUME D’ESPAGNE, LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE, LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, LA HONGRIE, MALTE, LE ROYAUME DES PAYS-BAS, LA RÉPUBLIQUE D’AUTRICHE, LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE, LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE, LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LE ROYAUME DE SUÈDE, ET AU PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE DU TRAITÉ SUR LA STABILITÉ, LA COORDINATION ET LA GOUVERNANCE AU SEIN DE L’UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE, FAITS À BRUXELLES LE 2 MARS 2012 (PAS ENCORE PUBLIÉE AU MB), DOC [53K2830](#)

La crise financière a mis en évidence la nécessité de renforcer, avec l’accord des parlements nationaux, la cohérence de la gouvernance de la zone euro. Le Traité susvisé (TSCG) offre un cadre intégré en matière de politique budgétaire et économique.

Il s’agit d’un traité intergouvernemental conclu par les États membres de la zone euro et auquel les autres États membres peuvent s’associer.

Le TSCG prévoit que les budgets des parties contractantes devront être équilibrés ou en excédent, ce que l’on appelle communément la « règle d’or ». Les parties contractantes s’engagent aussi à assurer une convergence rapide vers leur objectif budgétaire à moyen terme, tel que défini par le Pacte de stabilité et de croissance. Une déviation temporaire est autorisée en cas de circonstances exceptionnelles.

Le TSCG prévoit également que lorsque le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut est supérieur à la valeur de référence de 60%, les parties contractantes s’engagent à le réduire d’un vingtième par an en moyenne (voir le *six pack*).

En cas de déficit excessif, les parties contractantes devront mettre en place un partenariat budgétaire et économique soumis à la Commission européenne et au Conseil pour approbation. Les parties contractantes s’engagent à soutenir les recommandations et les propositions formulées par la Commission dans le cadre de cette procédure.

Le TSCG vise aussi à renforcer la coordination des politiques économiques en soutien des objectifs européens de croissance, d’emploi, de compétitivité et de cohésion sociale. Si nécessaire, les parties contractantes auront recours, pour ce faire, aux instruments de coopération renforcée prévus par les Traités européens,

Un État membre qui n’aurait pas signé le Traité avant le 1^{er} mars 2013 ou qui aurait omis de transposer dans le délai imparti les règles en matière d’équilibre budgétaire, ne pourra pas prétendre à l’assistance financière octroyée dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité.

LOI DU 19 MARS 2013 RELATIVE À LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT (MB DU 12 AVRIL 2013), DOC [53K2465](#)

La présente loi adapte et modernise en profondeur la loi du 25 mai 1999 relative à la Coopération internationale belge, tout en maintenant les objectifs restés pertinents, à commencer par l’objectif même de la Coopération au développement : le développement humain durable.

Les modifications les plus importantes sont les suivantes :

- la loi du 25 mai 1999 est adaptée aux nouveaux concepts et formes de coopération actuellement mis en avant sur le plan international ;
- la nouvelle loi établit une base légale pour la cohérence des politiques en faveur du développement ;
- elle consacre un chapitre à l’aide humanitaire ;
- elle confère à la Coopération belge au Développement une approche davantage fondée sur les droits humains, tant sur le plan des principes que des objectifs poursuivis. Ainsi, la loi fait une référence explicite aux droits humains des trois générations.

Suite aux remarques formulées par le Conseil d’État concernant le fondement légal des arrêtés d’exécution, la Chambre a adopté le 17 juillet 2013 une proposition de loi modifiant la loi du 19 mars 2013 (DOC 53 2923/001) afin de conférer une base légale aux règles relatives aux subventions des différents acteurs de la coopération au développement (coopération non gouvernementale et aide humanitaire).

LOI DU 17 DÉCEMBRE 2012 PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES EN MATIÈRE D’ACCESSIBILITÉ AUX SOINS DE SANTÉ (MB DU 31 DÉCEMBRE 2012), DOC [53K2524](#).

Cette loi prévoit une série de mesures permettant d’améliorer l’accès aux soins de santé pour le patient. Ainsi, elle règle notamment le remboursement de produits pour le sevrage tabagique, des radio-isotopes, des prothèses capillaires. La principale mesure concerne la suppression des suppléments pour chambres à deux lits dans les hôpitaux.

LOI DU 20 JUIN 2013 MODIFIANT LA LOI DU 25 MARS 1964 SUR LES MÉDICAMENTS (MB DU 26 JUIN 2013), DOC [53K2796](#).

Cette loi prévoit la transposition partielle de la directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne la prévention de l’introduction dans la chaîne d’approvisionnement légale de médicaments falsifiés. Elle prévoit l’enregistrement de tous les opérateurs et un contrôle plus strict sur tous les opérateurs qui commercialisent des médicaments et des substances actives. Ce contrôle s’applique à toute la chaîne de production et de distribution. Elle prévoit aussi une procédure permettant à l’Agence Fédérale pour les Médicaments et les Produits de Santé de prévenir la population lorsque des substances dangereuses sont mises en circulation.

LOI DU 23 MAI 2013 RÉGLEMENTANT LES QUALIFICATIONS REQUISES POUR POSER DES ACTES DE MÉDECINE ESTHÉTIQUE NON CHIRURGICALE ET DE CHIRURGIE ESTHÉTIQUE (MB DU 2 JUILLET 2013), DOC [53K2577](#).

Cette loi vise à conférer un cadre légal à l’exercice de la médecine esthétique non chirurgicale et de la chirurgie esthétique. Aussi prévoit-elle que seul un médecin peut pratiquer des interventions chirurgicales et de médecine esthétique. Les notions de “médecine esthétique non chirurgicale” et de “médecine esthétique” sont définies et la distinction entre les deux est opérée. En outre, cette loi détermine quelle spécialisation est requise pour pratiquer certains actes compte tenu des compétences.

Un nouveau titre professionnel particulier de médecin spécialiste en médecine esthétique est créé. Le projet précise enfin quelles informations doivent obligatoirement être communiquées au patient, et prévoit en outre un renforcement de la protection des patients mineurs.